



## **Procès-verbal de l'assemblée communale ordinaire**

Salle polyvalente, lundi 11 décembre 2023, 20.00 heures

<u>Présidence</u>	Nicolas Gremaud, Syndic
<u>Présents</u>	67 personnes
<u>Excusés</u>	Mesdames Christine Mauron et Nicolette Rusca Messieurs Karim Mekki et Patrick Mauron
<u>Scrutateurs</u>	Messieurs Christophe Jaquier et Mathieu Jacquat
<u>Secrétaire</u>	Jean-Claude Duriaux, Secrétaire général

---

### **LISTE DES OBJETS A TRAITER**

- 1. Approbation du procès-verbal de la dernière assemblée communale du 22.05.2023.**
- 2. Budget 2024**
  - 2.1. Présentation générale du budget du compte de résultats ;
  - 2.2. Investissement relatif à la réfection du toit du chalet de La Chia ;
  - 2.3. Investissement relatif aux endiguements du ruisseau des Frassy ;
  - 2.4. Investissement relatif à l'achat d'un véhicule utilitaire Meili ;
  - 2.5. Investissement relatif au crédit d'étude pour travaux d'aménagement de la route du Carmel suite à l'étude de faisabilité ;
  - 2.6. Investissement relatif à l'adaptation du plan d'aménagement local (PAL) ;
  - 2.7. Vote final du budget du compte de résultats et du budget des investissements ;
- 3. Planification des investissements pour la période 2024-2028**
- 4. Approbation des statuts de la nouvelle association intercommunales du bassin versant Haute-Gruyère (ABVH)**
- 5. Approbation des nouveaux statuts de l'agglomération Mobul**
- 6. Approbation du nouveau règlement de l'Accueil extra-scolaire (AES)**
- 7. Divers**

Au nom du Conseil communal, le Président souhaite la bienvenue aux citoyennes et citoyens à cette Assemblée communale qui a pour objet principal le budget 2024 et la présentation de différents investissements nécessaires au maintien des infrastructures. Il précise, qu'en application des dispositions de la loi sur les communes, l'Assemblée communale a été



régulièrement convoquée par annonce dans la Feuille officielle du canton de Fribourg, par affichage au pilier public et par une convocation adressée en circulaire tout-ménage, le tout au moins 10 jours à l'avance. Il précise que l'Assemblée sera enregistrée pour faciliter la rédaction du procès-verbal (cf art. 12 al. 1 du règlement d'exécution de la loi sur les Communes du 28 décembre 1981).

Le Président indique que les objets figurant à l'ordre du jour sont affichés à l'écran. Il les passe en revue. Les documents relatifs à ces objets étaient à disposition jusqu'à ce jour à l'administration communale.

Pour toute intervention et question, le Président demande aux membres de l'Assemblée de se lever en précisant leur nom et prénom et le nom du Conseiller à qui il s'adresse.

Le Président excuse Mesdames Christine Mauron et Nicolette Rusca ainsi que Messieurs Karim Mekki et Patrick Mauron.

Le Président demande si quelqu'un a une remarque à formuler quant à la convocation ou à l'ordre du jour. Cela n'étant pas le cas, il considère l'ordre de jour comme accepté et les objets seront donc traités selon l'ordre proposé.

Le Président s'enquiert aussi de savoir si des personnes présentes dans la salle ne sont pas citoyennes ou citoyens actifs de notre Commune. Cela n'étant pas le cas, il déclare que l'Assemblée peut délibérer valablement.

Le Président nomme ensuite Messieurs Christophe Jaquier et Mathieu Jacquat en qualité de scrutateurs en leur désignant leur secteur respectif. Il leur rappelle que leur tâche consiste à compter les personnes présentes aux rangées qui leur sont assignées et de communiquer, à haute voix au Secrétaire général, les résultats des votes. Il leur précise encore qu'ils font partie du bureau de l'Assemblée communale avec les membres du Conseil communal. Le Président les remercie de leur collaboration.

Puis, le Président passe au point 1 de l'ordre du jour.

## **1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 22 mai 2023**

Ce dernier était à la disposition des intéressés à l'administration communale. Le Président demande si quelqu'un souhaite faire une observation à propos de sa rédaction ou de son contenu.

Constatant que tel n'est pas le cas, il considère ce procès-verbal comme accepté et remercie Monsieur Jean-Claude Duriaux, Secrétaire général, de la transcription conforme des avis exprimés.



## 2. Budgets 2024

### 2.1 Présentation générale du budget du compte de résultats

Le Président passe la parole à la responsable des finances, Madame Laurence Corminboeuf.

Madame Laurence Corminboeuf apporte des précisions sur les postes qui présentent un écart significatif par rapport au budget 2023 à l'aide des diapositives ci-dessous.

#### Budget du compte de résultats 2024

	Budget 2024		Budget 2023		Comptes 2022	
	Charges	Revenus	Charges	Revenus	Charges	Revenus
Administration générale	1 061 200.00	70 100.00	978 200.00	70 100.00	884 058.63	90 602.75
Ordre et sécurité publics, défense	160 400.00	57 500.00	159 650.00	58 200.00	115 741.86	78 754.16
Formation	1 996 500.00	212 200.00	1 969 950.00	238 900.00	1 784 190.80	173 566.10
Culture, sport et loisirs	298 650.00	28 900.00	261 700.00	21 400.00	208 239.80	21 531.30
Santé	690 300.00	4 500.00	622 400.00	12 500.00	560 835.15	5 924.80
Prévoyance sociale	676 200.00	1 400.00	664 200.00	1 400.00	636 317.90	1 354.80
Trafic et télécommunications	944 400.00	493 000.00	902 500.00	498 500.00	869 603.60	477 731.25
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	948 850.00	754 500.00	887 900.00	710 600.00	899 887.40	751 929.20
Economie publique	53 700.00	43 000.00	51 900.00	270 000.00	33 127.30	102.00
Finances et impôts	149 800.00	5 032 900.00	90 000.00	4 542 800.00	-224 304.15	5 316 637.99
<b>Totalisation</b>	<b>6 980 000.00</b>	<b>6 698 000.00</b>	<b>6 588 400.00</b>	<b>6 424 400.00</b>	<b>5 767 698.29</b>	<b>6 918 134.35</b>
<b>Résultat</b>		<b>282 000.00</b>		<b>164 000.00</b>	<b>1 150 436.06</b>	

7

Le Conseil communal présente un budget du compte de résultats avec un déficit de CHF 282'000.- pour un total de charges de CHF 6'980'000.- et un total de revenus de CHF 6'698'000.-.

Ce budget est basé sur un coefficient d'impôt communal de 83.50%, ce coefficient a été considéré par le Service cantonal des contributions comme effectif après plusieurs années consécutives de baisse de 88.50% à 83.50%.

Au niveau des revenus, il est à noter une hausse des recettes fiscales et un versement complémentaire exceptionnel dû à la dissolution du Triage forestier Moléson, ceci en sus du montant versé en 2023. Du point de vue des charges, il est à relever que les charges liées à la santé sont en hausse et que les charges d'exploitation du Parc du Chèrvi sont prises en compte sur 6 mois.



Madame Laurence Corminboeuf profite de remercier l'Administratrice des finances communales pour son efficacité et sa rigueur dans la parfaite tenue des comptes communaux.



## 0. Administration

Budget 2024		Budget 2023	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
1 061 200.00	70 100.00	978 200.00	70 100.00

- ❖ Salaires du personnel administratif + CHF 39 200.00
- ❖ Achat d'un système de rafraîchissement de l'air pour l'étage 1 + CHF 17 500.00

8

L'augmentation des charges du personnel administratif est due à des mises à niveau de salaires faisant suite à des formations continues effectuées, à des salariés jubilaires en 2024 et à l'indexation des salaires aux coûts de la vie qui n'avaient pas été prise en compte dans le budget 2023.

L'achat d'un système de rafraîchissement de l'air pour l'étage de l'administration est devenu indispensable. En effet, la chaleur qui y règne en été rend les conditions de travail très difficiles.



## 2. Formation

Budget 2024		Budget 2023	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
1 996 500.00	212 200.00	1 969 950.00	238 900.00
❖ Ecole primaire dépenses cantonales		+ CHF 14 600.00	
❖ Frais d'exploitation des CO		+ CHF 10 100.00	
❖ AES moins de charges mais moins de revenus			
❖ Dépenses du conservatoire		- CHF 10 300.00	
❖ Institutions pers. handicapées		+ CHF 12 800.00	

Il s'agit principalement d'augmentation de charges liées que la Commune ne peut pas influencer.



## 3. Culture, sports et loisirs

Budget 2024		Budget 2023	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
298 650.00	28 900.00	261 700.00	21 400.00
❖ Participation AISG		- CHF 10 200.00	
❖ Parc du Chèrvi, fonctionnement 6 mois		+ CHF 50 150.00	



Madame Laurence Corminboeuf précise ici que pour les chapitres 4 « Santé » et 5 « Prévoyance sociale », la Commune n'a pas de marge de manœuvre, car les montants sont communiqués par l'Etat de Fribourg. Le domaine de la santé montre une hausse des charges liées.



## 7. Protection de l'environnement et aménagement du territoire

Budget 2024		Budget 2023	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
948 850.00	754 500.00	887 900.00	710 600.00

- ❖ Approvisionnement en eau, déficit - CHF 39 350.00
- ❖ Traitement des eaux usées, bénéfice + CHF 160 750.00
- ❖ Gestion des déchets, amortissements + CHF 21 700.00

11

Les amortissements comprennent l'amortissement des travaux réalisés à la déchetterie en 2023 ainsi que celui lié à la pose des Moloks. Le taux de couverture est de 62.48%.



## 8. Economie publique

Budget 2024		Budget 2023	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
53 700.00	43 000.00	51 900.00	270 000.00

- ❖ Dissolution du triage forestier + CHF 43 000.00  
en sus des CHF 270 000.00 versés en 2023

12

La dissolution du Triage forestier Moléson provoque ce revenu complémentaire.



## 9. Finances et impôts

Budget 2024		Budget 2023	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
149 800.00	5 032 900.00	90 000.00	4 542 800.00

### Revenus :

- ❖ Impôt sur la fortune + CHF 120 000.00
- ❖ Impôt sur le revenu + CHF 120 000.00

13



Budget 2024		Budget 2023	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
149 800.00	5 032 900.00	90 000.00	4 542 800.00

Revenus :

- ❖ Impôt sur les gains immobiliers + CHF 70 000.00
- ❖ Impôt sur les mutations + CHF 60 000.00

Charges :

- ❖ Intérêts passifs comptés à 2.10% + CHF 60 000.00

14

Le Président remercie Laurence Corminboeuf de cette présentation et l'Administratrice des finances, Madame Janick Vega, pour son travail.

**Préavis de la Commission financière :**

M. Pascal Charlet, Membre de la Commission financière, lit le rapport de cette dernière :

*"Conformément au mandat qui nous a été confié, nous avons, en date du mercredi 22 novembre dernier, examiné en détail le budget du compte de résultat 2024 qui nous a été soumis par le Conseil communal.*

*Madame Laurence Corminboeuf, Conseillère communale responsable des finances, a présenté clairement tous les postes de ce budget du compte de résultat et a également répondu à toutes les questions des membres de la Commission financière.*

*Les dépenses de ce budget du compte de résultat représentent soit des charges imposées par la loi sur les communes, soit des dépenses ordinaires justifiées.*

*Nous profitons de l'occasion pour remercier Mme Janick Vega de l'excellente présentation de ce budget du compte de résultat ainsi que pour la clarté des informations complémentaires mises à disposition ».*

*Quant au budget des investissements, ce dernier sera présenté en détail par le Conseil communal.*





Le Président remercie Monsieur Pascal Charlet de son rapport. Il précise que le vote final du budget du compte de résultats 2024 aura lieu après la présentation des différents investissements.

**Discussions :**

Le Président donne la parole aux citoyennes et citoyens.

La parole n'est pas demandée.

**2.2 Investissement relatif à la réfection du toit du chalet de La Chia**

**Présentation de l'objet :**

Le Président passe la parole à Monsieur Sébastien Meloni, Conseiller communal responsable des chalets d'alpage, qui présente ce point au moyen du texte imagé ci-dessous :



17

*« Aujourd'hui, je voudrais vous emmener en balade, une balade à 1312 mètres d'altitude, où notre destination est un endroit emblématique, le Chalet de la Chia. Perché sur les hauteurs de La Chia, à proximité de l'arrivée du téléski, ce chalet a traversé les générations, témoignant du passage du temps.*

*Mais le temps, capricieux comme il est, n'a pas été tendre avec notre cher chalet. Les éléments naturels ont laissé leur empreinte sur son toit en tavillons. Imaginez la pluie, les vagues du vent et les danses de la grêle, jouant des tours sur cette toiture. Une mélodie naturelle qui a façonné les tavillons au fil des années.*



*La réfection de ce toit ne se limite donc pas à une simple remise en état esthétique, non, c'est bien plus que cela. C'est un devoir, une obligation, une mission pour préserver notre histoire et notre culture. Les tavillons, comme un livre ancien, renferment les récits de notre passé, de nos racines et de notre attachement à ces lieux.*

*En investissant dans la réfection de ce toit en tavillons, nous écrivons un nouveau chapitre de cette histoire. Un chapitre qui garantit la pérennité de ce chalet, un symbole de notre patrimoine régional. Nous préservons ainsi cet alpage, non seulement pour nous, mais aussi pour les générations futures.*


*Les travaux de réfection indispensables pour refaire le tavillonnage de la toiture, sur une surface d'environ 420 m<sup>2</sup>, nécessitent un budget de CHF 110'000.-.*

*A noter que nous avons également reçu une indemnité de l'ECAB de CHF 22'900.- pour les dommages causés par la grêle en 2021. Cerise sur le gâteau, nos amis des services du canton de Fribourg, tels que les biens culturels et l'agriculture, nous soutiendront avec des subventions couvrant environ 55% des coûts.*

*Après avoir fait les comptes, le coût à la charge de la commune s'élèvera donc à environ CHF 40'000.--. C'est un investissement dans notre histoire, dans notre culture et notre patrimoine. Alors, je vous encourage à soutenir cet investissement et vous en remercie d'avance. »*

#### **Incidences financières :**

Madame Laurence Corminboeuf présente les incidences financières :

		<h2>Investissement relatif à la réfection du toit du chalet de La Chia</h2>	
<b>Coût (TTC)</b>			
Réfection toiture en tavillons			CHF 110'000.-
Dédommagement ECAB reçu en 2022 (grêle 2021)		- CHF 22'900. -	
Subvention cantonale 55% sur solde à n/charge		- CHF 47'900. -	
<b>Total (TTC)</b>			<b>CHF 39'200.-</b>
<b>Charge financière annuelle</b>			
Financement par : utilisation de recettes courantes			
Amortissement bâtiments 3%		CHF 3'300. -	
Amortissement dédommagement ECAB 3%		- CHF 687.-	
Amortissement subvention cantonale 3%		- CHF 1'437. -	
<b>Charge annuelle totale</b>			<b>CHF 1'176.-</b>

18



**Préavis de la Commission financière :**

M. Pascal Charlet, Membre de la Commission financière, rapporte que la Commission préavise favorablement cet investissement.

**Discussions :**

Le Président donne la parole aux citoyennes et citoyens.

**M. Francis Thibaud** demande si le montant de la location est revu suite à un investissement fait sur un chalet.

**M. Sébastien Meloni** répond que si la rénovation n'apporte pas de plus-value au chalet (fonctionnement, confort, etc), il n'est pas possible d'augmenter le prix de location. Les règles de Grangeneuve sont contraignantes.

**Vote :**

La parole n'étant plus demandée, le Président soumet cet investissement au vote.

<p><b><u>Décision</u></b> : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité cet investissement relatif à la réfection du toit du chalet de La Chia.</p>
--

Le Président remercie l'Assemblée de sa confiance.



## 2.3 Investissement relatif aux endiguements du ruisseau des Frassy

### Présentation du projet :

Le Président passe la parole à Monsieur Sébastien Meloni, Conseiller communal responsable des endiguements, qui présente ce point au moyen du texte imagé ci-dessous.



21

*« Après avoir exploré les sommets de La Chia, je vous invite à une descente vers le cœur de notre charmante Commune. Cette fois-ci, empruntons la route du Carmel au sud de notre village et poursuivons ensemble notre périple sur la route des Chavonnes. À mi-chemin entre la Rupaz et le début de cette route, nous ferons la rencontre du Ruisseau des Frassy.*

*Imaginez-vous, en pleine nature, dans la partie inférieure du Ruisseau des Frassy, à seulement une centaine de mètres avant que ces eaux paisibles ne se mêlent à celles du Ruisseau de Chancheri. Là, non pas un, ni deux, mais sept barrages en bois se dressent comme les gardiens silencieux de notre environnement local.*

*Ces barrages en bois sont bien plus que de simples assemblages de troncs. Ils incarnent notre engagement envers la nature. Ils sont les gardiens de la régulation du débit d'eau, les sentinelles qui défendent contre les inondations et les remparts contre l'érosion. Mais, hélas, le temps ne passe pas sans laisser sa marque et, aujourd'hui, ces fidèles gardiens nécessitent notre aide.*



*C'est à ce moment que nous devons entrer en jeu, prêts à investir CHF 90'000.-- pour revitaliser ces sentinelles fatiguées. C'est un devoir pour une Commune responsable, engagée dans la sécurité de ses citoyens et la préservation de son environnement.*

*Mais il est important de noter que nous ne sommes pas seuls dans cette aventure. Ce projet est réalisé en collaboration avec le service de l'environnement (SEn), section lacs et cours d'eau, qui nous garantit deux subventions : 35 % de subventions fédérales et 32 % de subventions cantonales. Après cette belle addition, le coût pour notre Commune se réduira à environ CHF 30'000.-.*

*Mesdames et Messieurs, vous l'aurez compris, ces barrages en bois ne sont pas seulement des morceaux de bois empilés. Ce sont les gardiens de notre sécurité, les défenseurs de notre patrimoine naturel et les protecteurs de notre environnement. Je vous encourage donc vivement à soutenir cet investissement, et je vous en remercie par avance. »*



## Ruisseau des Frassy




22



### Incidences financières :

Madame Laurence Corminboeuf présente les incidences financières :

		<b>Investissement relatif aux endiguements du ruisseau des Frassy</b>	
<b>Coût (TTC)</b>			
Travaux d'endiguements		CHF 90'000.	-
Subvention fédérale 35%		- CHF 31'500.	-
Subvention cantonale 32%		- CHF 28'800.	-
<b>Total (TTC)</b>		<b>CHF 29'700.-</b>	
<b>Charge financière annuelle</b>			
Financement par : utilisation de recettes courantes			
Amortissement endiguements 5%		CHF 4'500.	-
Amortissement subvention fédérale 5%		- CHF 1'575.	-
Amortissement subvention cantonale 5%		- CHF 1'440.	-
<b>Charge annuelle totale</b>		<b>CHF 1'485.-</b>	

23

### Préavis de la Commission financière :

M. Pascal Charlet, Membre de la Commission financière, rapporte que la Commission préavise favorablement cet investissement.

### Discussions :

Le Président donne la parole aux citoyennes et citoyens.

**M. Francis Thiébaud** demande si les subventions doivent être remboursées.

**Le Président** répond par la négative.

**M. André Duffey** demande si la charge annuelle de CHF 1'485.- est sur 20 ans.

**Le Président** répond par l'affirmative.

**M. Fabrice Yerly** demande si la Commission financière (CF) peut analyser et comparer les offres et est-ce que plusieurs offres ont été demandées.

**Le Président de la Commission financière** répond qu'il si elle le voulait, la CF pourrait demander les offres au Conseil communal. **M. Luc Pittet** précise qu'à ce stade, il ne s'agit que d'un budget. Les offres définitives ne sont demandées qu'après l'acceptation de l'investissement par l'Assemblée.





**M. Sébastien Meloni** confirme que pour le budget, une seule offre est demandée. Ensuite, plusieurs offres comparatives sont demandées afin d'adjuger le projet à l'entrepreneur présentant le meilleur rapport qualité/prix.

**Vote :**

La parole n'étant plus demandée, le Président soumet cet investissement au vote.

**Décision** : l'Assemblée communale approuve par 66 oui et 1 abstention l'investissement relatif aux endiguements du ruisseau des Frassy.

Le Président remercie l'Assemblée de sa confiance.

## **2.4 Investissement relatif à l'achat d'un véhicule utilitaire Meili**

**Présentation du projet :**

Le Président donne la parole à Monsieur Lionel Pasquier, Conseiller communal en charge de l'édilité. Ce dernier présente ce projet à l'aide des diapositives ci-après.



## Investissement relatif à l'achat d'un véhicule utilitaire de la marque Meili

- L'actuel véhicule de la marque Hansa, acheté en 2012, démontre des signes de faiblesse
- Après l'analyse de 4 offres, notre choix s'est porté sur un modèle de type Meili
- Véhicule le meilleur marché qui convient parfaitement aux attentes de notre équipe de l'édilité
- Tous les accessoires sont compris dans le prix (équipement identique au véhicule actuel)

26



## Quelques caractéristiques techniques

- Moteur Diesel, 150 chevaux
- Consommation : 4 -5 litres/h
- Longueur 388 cm
- Largeur 143 cm
- Hauteur 218 cm
- Vitesse maximale : 45 km/h
- 4 roues motrices



27



- Il est important pour la commune de pouvoir compter sur un véhicule fiable (engin unique dédié au déneigement des routes)
- La qualité du service Meili est réputée pour son professionnalisme. C'est un des rares fournisseurs se situant en suisse romande (à St-Triphon précisément)
- Il est difficile de trouver des solutions au cas où le véhicule actuel lâcherait (plus de garantie, ni service de dépannage)
- Nous comptons sur votre soutien pour valider cet indispensable achat


Monsieur Lionel Pasquier précise encore que l'offre de Meili (fabricant régional) a été comparée avec des offres concurrentes de Holder, Hansa et Ladog.





### Incidences financières :

Madame Laurence Corminboeuf présente les incidences financières :

		<b>Investissement relatif à l'achat d'un véhicule utilitaire de la marque Meili</b>	
<b>Coût (TTC)</b>			
Achat véhicule			<b>CHF 165'000.-</b>
<b>Charge financière annuelle</b>			
Financement par : emprunt			
Amortissement véhicule 10% (sur 10 ans)		CHF 16'500. -	
Charge d'intérêts 2.10%		CHF 3'465.-	
<b>Charge annuelle totale</b>		<b>CHF 19'965.-</b>	

29

### Préavis de la Commission financière :

M. Pascal Charlet, Membre de la Commission financière, rapporte que la Commission préavise favorablement cet investissement.

### Discussions :

Le Président ouvre la discussion sur ce point.

**M. François Pointet** demande s'il serait possible de faire un leasing et s'il ne serait pas plus intéressant.

Basé sur des comparaisons faites par le passé, **M. Lionel Pasquier** répond qu'un leasing serait possible, mais reviendrait plus cher. D'ailleurs, M. Lionel Pasquier ne connaît pas de commune voisine qui a conclu un leasing pour ce type de véhicule.

**M. Dominique Chollet** demande quel est le coût de l'équipement par rapport au coût du véhicule.

**M. Lionel Pasquier** répond que le véhicule coûte CHF 122'600.-. La liste des accessoires est longue, mais il s'agit d'équipement indispensable.

**M. Fabrice Yerly** informe que les véhicules bridés coûtent bien plus chers que les non-bridés. Il demande s'il est donc nécessaire d'acheter un véhicule limité à 45 km/h.



**M. Rudolph Vallélian**, membre de l'Assemblée, répond que cela influence la catégorie de permis de conduire nécessaire. M. Lionel Pasquier informe que le poids total est de 4.8 to.

**M. Cédric Fragnière** demande de ce qu'il adviendra du véhicule actuel.

**M. Lionel Pasquier** répond qu'il sera revendu. Il espère pouvoir le vendre au minimum entre CHF 15'000.- et CHF 20'000.-.

**Vote :**

La parole n'étant plus demandée, le Président soumet cet investissement au vote.

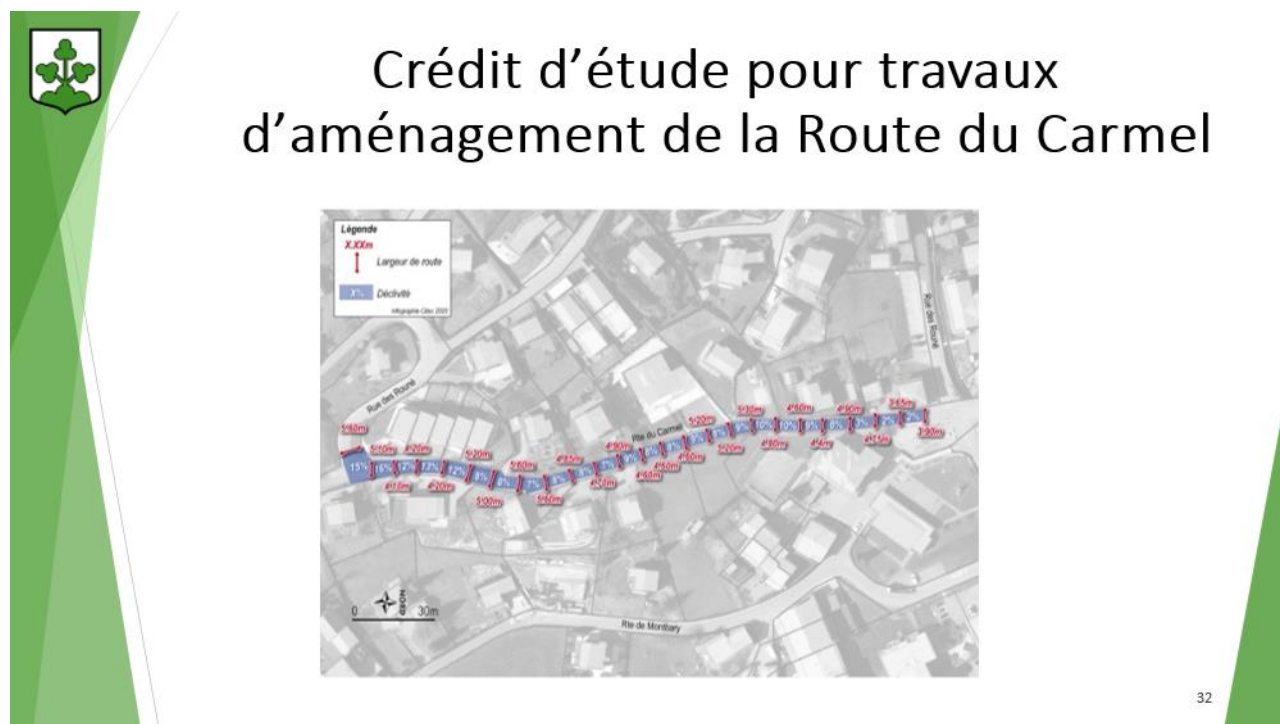
**Décision :** l'Assemblée communale approuve à l'unanimité cet investissement relatif à l'achat d'un véhicule utilitaire Meili.

Le Président remercie l'Assemblée de sa confiance.

## **2.5 Investissement relatif au crédit d'étude pour travaux d'aménagement de la route du Carmel suite à l'étude de faisabilité**

**Présentation du projet :**

Le Président passe la parole à Monsieur Sébastien Meloni, Conseiller communal responsable des routes, qui présente ce point au moyen du texte imagé ci-dessous.





*« Après avoir exploré les deux extrémités de notre charmant village, je vous convie à poursuivre notre balade le long de la pittoresque route du Carmel et à faire halte entre le numéro 15 et l'école. C'est ici, juste en amont, dans le secteur baptisé Chancheri, qu'un nouveau quartier résidentiel est destiné à éclore.*

*Je pressens que ce projet pourrait susciter davantage d'émotions parmi l'Assemblée ce soir que les deux précédents...*

*Afin que vous saisissiez pleinement les enjeux, permettez-moi de retracer l'historique de cette aventure. Il y a de cela trois ans, notre Conseil communal a été informé d'un projet d'envergure porté par le propriétaire du terrain. Ce projet, entièrement privé, a suscité des interrogations au sein du Conseil communal. Imaginez-vous à notre place : comment gérer cette expansion en minimisant au maximum les perturbations !?*

*Malgré les conclusions plutôt positives de l'étude de mobilité initiale fournie avec le projet du plan d'aménagement de détail (PAD) par son initiateur, votre Conseil communal a ressenti le besoin d'approfondir la question. Après divers échanges et des visites sur place avec les services du canton pour définir plus précisément les accès et la mobilité, nous avons décidé d'entreprendre une étude complète et indépendante sur la mobilité dans le secteur.*

*Les résultats ? Une multitude d'informations contredisant nos craintes et confirmant que le projet initial était réalisable avec des ajustements appropriés le long de la route du Carmel. Fort de ces données et pour prendre une décision éclairée, il était impératif pour nous de comprendre les conditions dans lesquelles ces adaptations pourraient être mises en œuvre. C'est ainsi qu'une étude de faisabilité de l'aménagement routier a été commandée, générant plusieurs variantes et les estimations des coûts correspondants.*

*Ainsi, aujourd'hui, tous les feux sont au vert. Même si ce projet privé suscite encore quelques inquiétudes au sein du Conseil communal, nous sommes contraints d'avancer tout en cherchant à minimiser les impacts sur les riverains.*

*C'est pourquoi nous sollicitons ce soir le financement d'un crédit d'étude de CHF 50'000.-, une étape cruciale pour la suite de ce projet. Celui-ci couvrira la phase initiale du projet, incluant la conception, l'élaboration des plans détaillés, ainsi qu'une estimation précise des coûts. Une fois cette phase terminée, nous, ainsi que l'Assemblée communale, serons en mesure de prendre des décisions éclairées concernant la réalisation des travaux d'aménagement.*

*Je tiens à rappeler que notre démarche est axée sur le développement durable et que les solutions envisagées visent à minimiser l'impact de la circulation sur les résidents de la route du Carmel, de la zone de l'école et du centre-village, tout en garantissant la sécurité de tous.*


*Comme annoncé précédemment, le Conseil communal consultera les résidents concernés de la route du Carmel avant de démarrer l'étude afin de présenter le projet et de répondre à toutes les questions et préoccupations.*



*Nous vous invitons chaleureusement à soutenir ce crédit d'étude, première étape vers une mobilité plus sûre et durable pour les habitants de notre commune. »*

**Incidences financières :**

Madame Laurence Corminboeuf présente les incidences financières :

		<b>Investissement relatif au crédit d'étude pour travaux d'aménagement de la route du Carmel suite à l'étude de faisabilité</b>	
<b>Coût (TTC)</b>			
Crédit étude travaux PAD Chancheri		CHF	50'000.-
<b>Charge financière annuelle</b>			
Financement par : utilisation de recettes courantes			
Amortissement routes 2.50 % (sur 40 ans)		CHF	1'250.-
<b>Charge annuelle totale</b>		CHF	1'250.-

33

**Préavis de la Commission financière :**

M. Pascal Charlet, Membre de la Commission financière, rapporte que la Commission préavise favorablement cet investissement.

**Discussions :**

Le Président ouvre la discussion sur ce point.

**M. Cédric Castella** demande si le crédit d'étude ne concerne que le tronçon « école => la croix ».

**M. Sébastien Meloni** répond par l'affirmative, car cette étude est liée au PAD Chancheri. L'étude de tronçons situés en amont pourrait être faite ultérieurement en fonction de l'évolution de la situation des quartiers.

**Mme Gabriela Regli** demande si le promoteur du projet « PAD Chancheri » ne devrait pas participer aux coûts de ces études.



**M. Sébastien Meloni** informe que le promoteur a payé l'étude de faisabilité. Par contre, aucun règlement communal ne permet de facturer au promoteur la mise en place des aménagements et infrastructures, mais des négociations futures seront tout de même menées.

**M. Francis Maillard** demande de préciser le but de ce crédit d'étude.

**M. Sébastien Meloni** répond que ce crédit d'étude servira à un bureau d'ingénieur d'établir un projet concret et chiffré, choisi parmi les différentes variantes analysées.

**M. Cédric Fragnière** demande des précisions sur les conclusions des différentes analyses faites.

**M. Sébastien Meloni** répond que sur la base des comptages de mouvements de véhicules réalisés et de la topographie de la route, des infrastructures de mobilité douce peuvent être réalisées. Les études ont tenu compte de l'ensemble des paramètres du secteur, y compris l'éventuel développement des quartiers situés en amont du tronçon étudié actuellement. M. Sébastien Meloni est à disposition pour présenter les études de manière détaillée aux personnes intéressées.

**M. Luc Volery** demande si les études réalisées ne devraient pas être mises à disposition du public sur le site internet communal par exemple. Il demande aussi quelle est la variante qui sera étudiée dans le cadre de ce crédit d'étude. De plus, il questionne sur la relation entre ce crédit d'étude et le PAD Chancheri.

**M. Sébastien Meloni** informe que la Commune est partie prenante du PAD Chancheri et qu'elle sera donc obligée d'aménager une mobilité douce sur la route de Carmel en lien avec ce PAD. Concernant la première question, il est ouvert à publier les études sur le site internet communal. Quant au choix de la variante qui sera approfondie dans le cadre de ce crédit d'étude, il n'est pas totalement défini. Les coûts et la logique de chaque variante doivent encore être affinés dans le cadre de ce crédit également.

**Mme Chantal Tendon** demande combien de logements sont prévus dans le cadre du projet «PAD Chancheri».

**M. Sébastien Meloni** répond que 54 logements sont prévus.

**M. François Pointet** demande si l'étude a pris en compte seulement 1 voiture par habitation comme le prévoit le projet, ce qui n'est pas réaliste aujourd'hui.

**M. Sébastien Meloni** répond que l'étude a pris en compte plusieurs scénarii, mais aucun n'est alarmiste en termes de mouvements de véhicules. Il précise que le Conseil communal s'attendait à des situations plus alarmantes, ce qui n'est pas le cas. La Commune a même étudié une variante de construction d'une nouvelle route depuis le Sud. Malheureusement, cette variante n'est pas possible car elle consommerait de l'aire agricole (zone d'assolement), ce qui n'est pas admis légalement pour la desserte d'un quartier.



**M. Danik Philipona** estime qu'au vu des bénéfices qui seront réalisés par le promoteur, celui-ci devrait participer aux frais d'étude et d'aménagement de la route du Carmel. Il faut absolument négocier ceci avec le promoteur.

**M. Sébastien Meloni** répond que la Commune a l'obligation légale de fournir l'infrastructure routière adaptée du moment qu'elle a mis dans son PAL une zone à bâtir. Bien entendu, le Conseil communal négociera tout ce qui est possible avec le promoteur, sans oublier tout de même que l'infrastructure qui sera réalisée sera également utile aux quartiers situés en amont.

**M. Dominique Chollet** demande quelles seraient les conséquences si l'Assemblée refusait ce crédit d'étude et si l'on pourrait temporiser.

**M. Sébastien Meloni** répond que, comme dit ci-avant, la Commune a l'obligation légale de fournir une infrastructure routière adaptée aux zones à bâtir fixées dans le PAL. Il informe aussi que le promoteur temporise déjà depuis 3 ans...

**M. Gregory Morand** demande si la Commune coordonne le projet « PAD Chancheri » avec celui de l'aménagement de la route.

**M. Sébastien Meloni** répond par l'affirmative. Les deux projets avancent ensemble.

**M. François Pointet** demande quelles seraient les conséquences s'il y a des oppositions au moment de la mise à l'enquête du projet « PAD Chancheri » et si la Commune ne pourrait pas attendre cette phase avant d'engager un crédit d'étude.

**M. Sébastien Meloni** répond que, si le projet respecte toutes les règles de construction, les oppositions ne feront certainement que retarder le projet et que la Commune ne peut ainsi pas miser sur un abandon du projet.

**M. Francis Maillard** demande quel est l'estimation du coût prévu de l'aménagement de la route du Carmel.

**M. Sébastien Meloni** répond que l'estimation se monte à CHF 300'000.-. Il précise que bien entendu aucun travaux ne sera fait avant que le chantier du PAD Chancheri ne soit terminé.

**M. Gregory Castella** pense qu'il faudra ensuite à nouveau demander un crédit d'étude pour la partie amont de la route du Carmel et de la route qui passe devant ses garages.

**M. Sébastien Meloni** répond que la route qui passe devant ses garages sera traitée dans le cadre du PAD Chancheri et que l'aménagement de la partie supérieure de la route du Carmel n'est pas prévu pour l'instant.

**M. François Pointet** rappelle que beaucoup d'enfants cheminent sur la route de Carmel et qu'ils ne sont pas du tout protégés actuellement. Il demande que lors des travaux, des mesures soient mises en place.

**M. Sébastien Meloni** répond que des mesures provisoires peuvent être bien entendu mises en place.



**M. Luc Volery** demande s'il est vraiment possible de limiter l'étude à la partie inférieure de la route du Carmel sans tenir compte de l'aménagement éventuel futur de la partie supérieure de la route du Carmel.

**M. Sebastien Meloni** répond que l'étude du premier tronçon tient compte des contraintes de toute la route du Carmel.

**M. Cédric Fragnière** demande qui a payé les trois études, car en cas d'engagement d'étude par le promoteur lui-même, le risque de fausser les résultats est bien réel. Il estime que l'information relative à tout ce projet est floue. Il demande plus de transparence.

**M. Sebastien Meloni** répond que le promoteur en a payé deux. Il rappelle que c'est la Commune qui a mandaté les bureaux d'étude afin d'assurer justement l'indépendance des études.

**Le Président** rappelle que le but de l'étude est aussi d'améliorer la sécurité sur la route du Carmel. Il précise que les résultats de l'étude seront présentés, le moment venu, aux citoyens.

**Mme Corinne Mesot** demande s'il est possible de voir les études qui ont été réalisées.

**M. Sebastien Meloni** répond qu'il fait volontiers une séance de présentation de ces études.

**M. Gregory Morand** demande si une étude fiscale a été réalisée en relation avec l'arrivée de tous ces nouveaux habitants.

**Le Président** répond qu'une estimation fiscale est faite chaque année en fonction de l'effectif de la population de la Commune.

**M. Danik Philipona** estime que les immeubles du Clos-de-la Chapelle ont été très bien réalisés. Il pense que les travaux du PAD Chancheri dureront 5 ans et qu'il s'agit d'assurer la sécurité pendant toute la durée des travaux. Il est très inquiet et estime que les promoteurs doivent présenter un projet très, très complet. Il se pose même la question si la Commune ne devrait pas faire appel à un juriste spécialiste en droit de la construction.

**M. Sebastien Meloni** répond que le Conseil communal partage totalement ses inquiétudes et qu'il fera tout son possible pour obliger le promoteur à gérer ce projet de manière très professionnelle.

**M. Cédric Fragnière** demande si l'on ne devrait pas faire signer un contrat au promoteur qui règle la répartition des frais des études s'il ne réalisait pas tout ce qu'il a prévu.

**Mme Erika Morand** répond que la Commune ne dispose pas d'un règlement qui permet de faire financer aux promoteurs les aménagements routiers qui desserviront les constructions réalisées.

**M. Gregory Castella** estime que l'on ne devait pas réaliser les travaux liés à la route avant que le chantier du PAD soit terminé.

**M. Sebastien Meloni** répond par l'affirmative. Les travaux seront réalisés à la fin du chantier du PAD.





**Mme Véronique Grangier** estime que c'est maintenant que des mesures de sécurité doivent déjà être mises en place.

**M. Sebastien Meloni** répond que des mesures provisoires pourront être mises en place dès le début du projet.

**M. Luc Volery** demande où en est actuellement le dossier du PAD Chancheri et s'il y a déjà eu un retour du Canton.

**Mme Erika Morand** répond qu'il est à l'examen préalable auprès des services de l'Etat et que la Commune n'a reçu aucun retour. L'examen va durer environ une année, mais la durée peut varier en fonction des modifications du projet qui seront demandées par le Canton.

**M. Luc Volery** demande si l'on ne devrait pas attendre ces résultats avant d'investir dans un crédit d'étude, car le Canton pourrait demander, par exemple, de revoir à la baisse le projet du PAD.

**Mme Erika Morand** répond qu'il y a très peu de chance que le projet doive être revu à la baisse, car les indices de construction sont respectés.

**Le Président** relève l'ambivalence des différentes demandes de l'Assemblée qui, d'un côté, aimerait retarder la réalisation du PAD et, d'un autre côté, aimerait mettre en place le plus rapidement possible des mesures de sécurité sur la route du Carmel.

**M. Patrick Clément** demande si l'on ne devrait pas profiter de cette situation pour rédiger un règlement qui permettrait de faire payer aux promoteurs les coûts d'infrastructures.

**Mme Erika Morand** répond qu'il faut être conscient qu'avec un tel règlement, ce serait tous les propriétaires concernés qui devraient participer aux coûts des infrastructures.

**M. Danik Philipona** rapporte que cela ne se passe pas tout à fait comme cela à Bulle. La situation mériterait peut-être d'être étudiée.

**M. André Duffey** demande si les trous actuels sur la route du Carmel seront bouchés avant les travaux.

**M. Sebastien Meloni** répond que les trous seront réparés d'ici le printemps/été 2024.

**M. Fabrice Yerly** informe qu'il s'abstiendra de voter sur ce projet, car il n'est pas directement concerné.

#### **Vote :**

La parole n'étant plus demandée, le Président soumet cet investissement au vote.

<p><b><u>Décision</u></b> : l'Assemblée communale approuve à 50 oui, 10 non et 7 abstentions cet investissement relatif au crédit d'étude pour travaux d'aménagement de la route du Carmel suite à l'étude de faisabilité.</p>
--

Le Président remercie l'Assemblée de sa confiance.





## 2.6 Investissement relatif à l'adaptation du plan d'aménagement local (PAL)

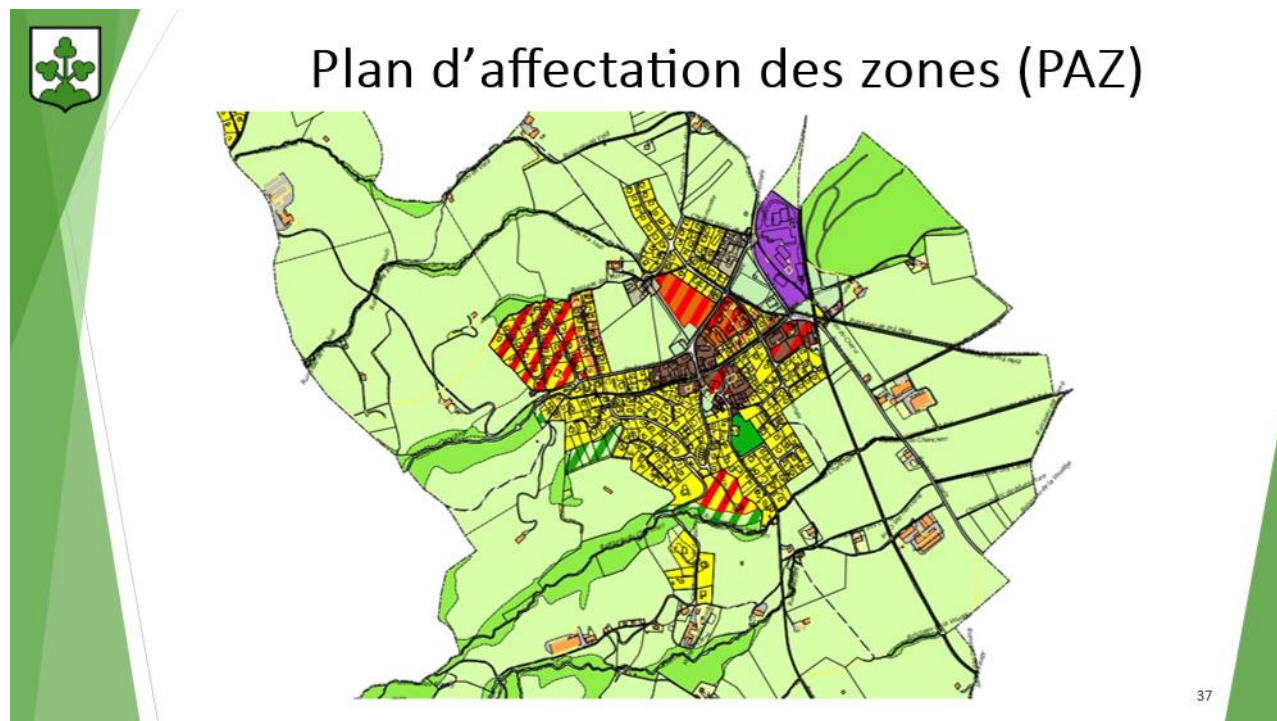
### Présentation du projet :

Le Président donne la parole à Madame Erika Morand, Vice-Syndique et Conseillère communale en charge de l'aménagement du territoire.

Elle précise que le Conseil communal, avec le soutien de la commission d'aménagement, souhaite apporter des modifications au plan d'aménagement local (PAL) afin d'éviter des coûts conséquents liés aux adaptations des infrastructures de mobilité communales. En effet, depuis quelques années, le Conseil communal constate que les parcelles sur lesquelles était bâtie une seule maison sont densifiées au maximum (4-5 logements) dès qu'elles sont vendues. Cette situation a des conséquences sur les routes communales avec des mouvements de véhicules et de piétons plus fréquents, des croisements compliqués suivant les types de véhicules, des piétons et cyclistes peu sécurisés dans leur cheminement.

Légalement, la Commune doit mettre à disposition des citoyens des infrastructures de mobilité adaptées à leur déplacement !

A l'aide de la diapositive suivante, Erika Morand présente les différentes zones de notre village.



A l'aide des diapositives suivantes, Madame Erika Morand montre que des zones à bâtir sont encore peu densifiées et présentent donc un fort potentiel de croissance de la population avec toutes les problématiques qui y sont liées.



## Zone résidentielle de faible densité peu dense



38



## Densification prévisible ZRFD

- Coût des terrains et des constructions
- Nouveaux acquéreurs - promotions immobilières
- Démolition des anciennes maisons
- Reconstruction pour plusieurs logements – maisons groupées



39



## Problématique de la densification

- Zones éloignées du centre village – des écoles
- Zones éloignées des transports publics
- Topographie - reliefs généreux
- Utilisation des véhicules motorisés indispensable
- Mouvement de véhicules journaliers
- Infrastructures routières inadaptées aux croisements de véhicules
- Absence de trottoir ou de cheminement sécurisés pour les piétons
- Difficultés voire impossibilités d'élargir les routes
- Difficultés voire impossibilités de créer des cheminements piétonniers et cyclables – coûts élevés – emprise foncière s/privé

40

Au vu des problématiques décrites ci-dessus, deux zones sont à reconsidérer dans le PAL afin de limiter leur possibilité de densification. Il s'agit de la zone des Albergeux et du Carmel (voir les 3 diapositives ci-dessous).



## Deux zones éloignées à reconsidérer Les Albergeux



41





## Le Carmel



42

Madame Erika Morand démontre que les infrastructures routières de ces deux secteurs sont tout à fait inadaptées à une trop grande augmentation de la circulation routière. De plus, la sécurité des piétons et de la mobilité douce en général ne serait plus du tout assurée.



## Infrastructures routières des 2 secteurs



43



Madame Erika Morand présente à l'aide de la diapositive suivante la procédure qui sera suivie en cas d'acceptation de cet investissement par l'Assemblée



## Procédure et dossiers établis par Team+ urbaniste communal

- Organiser les séances avec les propriétaires concernés
- Préparer les dossiers de mise à l'enquête
- Préparer les règlements y relatifs
- Rédiger les rapports et les argumentations
- Etablir les nouveaux plans

44

### Incidences financières :

Madame Corminboeuf présente les incidences financières :



## Investissement relatif à l'adaptation du plan d'aménagement local (PAL)

### Coût (TTC)

PAL, adaptations

CHF 55'000.-

### Charge financière annuelle

Financement par : utilisation de recettes courantes

Amortissement autres immobilisations

incorporelles 10% (sur 10 ans)

CHF 5'500. -

### Charge annuelle totale

CHF 5'500.-

45



**Préavis de la Commission financière :**

M. Pascal Charlet, Membre de la Commission financière, rapporte que la Commission préavise favorablement cet investissement.

**Discussions :**

Le Président ouvre la discussion sur ce point.

**M. Patrick Clément** demande si ce projet est lié au projet de densification liée à l'extension de JPF Constructions SA.

**Mme Erika Morand** répond par la négative.

**M. Luc Volery** demande quel est l'objectif de cet investissement.

**Mme Erika Morand** répond que l'objectif est de diminuer l'indice de construction des secteurs, autrement dit de limiter les possibilités de densification. Il ne s'agit pas d'une expropriation.

**M. Luc Volery** demande si les propriétaires concernés devront être dédommagés par la Commune.

**Mme Erika Morand** répond que ce n'est pas certain. Cela reste à étudier.

**M. Cédric Fragnière** pense que l'Etat n'acceptera pas une baisse de l'indice de construction étant donné que celui-ci est déjà faible. Il pense que l'on va faire une étude qui ne va pas aboutir au résultat escompté, car il y a d'autres solutions pour régler le problème. Par exemple, la circulation des Albergeux pourrait être déviée par Bulle.

**Mme Erika Morand** répond que l'indice communal pour la zone résidentielle de faible densité est actuellement à 0.60. Cet indice permet de densifier les parcelles concernées. De plus, les zones concernées par ce projet ne correspondent plus à la loi sur l'aménagement du territoire (LAT) actuelle, car elles sont beaucoup trop éloignées des transports publics.

**M. Philippe Gremaud** demande si le but est d'élargir les routes.

**Mme Erika Morand** répond par la négative. Le but est justement de limiter la densification de ces secteurs éloignés afin de ne pas être obligé de créer des infrastructures routières extrêmement coûteuses pour les citoyens de la Commune. L'agrandissement des constructions actuelles et la réalisation de petites constructions de minime importance (par ex. un couvert à voitures) devraient tout de même restés possibles.

**M. François Pointet** demande si ce projet ne permettrait pas aussi de limiter la densification du PAD Chancheri.

**Le Président** répond qu'il faudrait revenir 10 ans en arrière...

**M. Danik Philipona** estime que la Commune devrait discuter avec le Canton afin de savoir si elle a vraiment l'obligation de créer des infrastructures routières presque irréalisables en raison de la topographie pour des projets qui sont somme toute surdimensionnés.



Dans ce sens, **Mme Erika Morand** rappelle l'importance des révisions de PAL au moment desquelles il est important de penser à toutes ces problématiques, car une fois que la Commune a défini les zones à bâtir, elle doit légalement équiper ces zones !

**M. Cédric Fragnière** insiste sur le fait que le Canton demande de plus densifier.

**Mme Erika Morand** répond que la densification demandée par la LAT doit se faire proche des transports publics et des centres, ce qui n'est pas le cas pour les secteurs des Albergeux et du Carmel.

**M. Patrick Clément** demande si en cas de diminution de la densification de certaines zones, ce sont d'autres zones qui devront être plus densifiées.

**Mme Erika Morand** répond par la négative.

**Vote :**

La parole n'étant plus demandée, le Président soumet cet investissement au vote.

<p><b><u>Décision</u></b> : l'Assemblée communale accepte par 61 oui, 2 non et 4 abstentions cet investissement relatif à l'adaptation du plan d'aménagement local (PAL).</p>
---

## **2.7 Vote final du budget du compte de résultats et du budget des investissements 2024**

Le Président rappelle que le vote final du budget doit tenir compte de toutes les décisions prises par l'Assemblée communale par rapport aux investissements qui ont été proposés. En vertu de l'art. 48 RELCo, un vote séparé, avec rapport du Conseil communal et de la Commission financière, a eu lieu sur chaque investissement.



## Résumé budgets 2024

Compte de résultats	Charges	Revenus	Résultats
Total compte de résultats	6 980 000.00	6 698 000.00	
Résultat			282 000.00

Investissements	Dépenses	Recettes	Résultats
Chalet La Chia, réfection toiture en tavillons	110 000.00		
Chalet La Chia - Subvention cantonale		47 900.00	
Chalet La Chia - Dédommagement ECAB (grêle 2021)		22 900.00	
Route du Carmel, crédit étude travaux PAD Chancheri	50 000.00		
Achat véhicule utilitaire	165 000.00		
Ruisseau des Frassy travaux d'endiguements	90 000.00		
Ruisseau des Frassy - Subvention fédérale		31 500.00	
Ruisseau des Frassy - Subvention cantonale		28 800.00	
PAL (plan d'aménagement local), adaptation	55 000.00		
Total investissements nouveaux	470 000.00	131 100.00	338 900.00
Total investissements reportés (déjà votés)	3 093 950.00	590 050.00	2 503 900.00
Totaux	3 563 950.00	721 150.00	2 842 800.00

48

### Rapport de la Commission financière :

M. Pascal Charlet, Membre de la Commission financière, rapporte que la Commission propose à l'Assemblée d'accepter le budget du compte de résultats et le budget des investissements 2024 présentés.

### Discussions :

Le Président ouvre la discussion sur ce point.

### Vote :

La parole n'étant pas demandée, le Président soumet le budget au vote final, conformément aux décisions prises, à savoir :

Décision : l'Assemblée communale approuve par 64 oui et 3 abstentions le budget du compte de résultats et du budget des investissements 2024.

Au nom du Conseil communal, le Président remercie l'Assemblée de la confiance accordée.







### 3. Planification des investissements pour la période 2024-2028

Le Président rappelle que la planification des investissements est un outil de gestion utile au Conseil communal qui peut être adapté en tout temps selon les circonstances. Il n'y a pas de vote sur cet objet. Cette planification permet au Conseil communal de se projeter par rapport à l'évolution de la population et de ces incidences sur les budgets respectifs.

Le Président passe la parole à Madame Laurence Corminboeuf, Conseillère communale en charge des finances, pour cette présentation. Madame Corminboeuf présente les investissements futurs prévus (2024 => 2028) à l'aide des diapositives suivantes :



	<h2>Planification des investissements 2025</h2>
Bâtiments scolaires, réfections de sols et réfections diverses	CHF 80 000.00
Place de jeux de Sautaux, raccordement électrique	CHF 35 000.00
Place de l'Eglise/Centre, réaménagement de la place, canalisations, conduite d'eau (Möbul), mesure M13	CHF 500 000.00
Eau potable, rénovation du réservoir des Gros-Praz (étanchéité et isolation)	CHF 50 000.00

51



## Planification des investissements 2025-suite

Eau potable, différents bouclages	CHF 150 000.00
Eau potable, liaison route Montbarry, quartier de la Fin	CHF 60 000.00
Chalet La Savarisa, Réfection	CHF 70 000.00
Subvention	<u>- CHF 18 900.00</u>
<b>Total</b>	<b>CHF 926 100.00</b>

52



## Planification des investissements 2026

Eau potable, différents bouclages	<u>CHF 150 000.00</u>
<b>Total</b>	<b>CHF 150 000.00</b>

53



## Planification des investissements 2027

Eau potable, différents bouclages	<u>CHF 150 000.00</u>
<b>Total</b>	<b>CHF 150 000.00</b>

54



## Planification des investissements 2028

Eau potable, différents bouclages	<u>CHF 150 000.00</u>
<b>Total</b>	<b>CHF 150 000.00</b>

55



#### **Préavis de la Commission financière :**

M. Pascal Charlet, Membre de la Commission financières, rapporte que la Commission a pris connaissance de la planification des investissements pour la période 2024-2028.

Le Président remercie Monsieur Pascal Charlet de son rapport.

#### **4. Approbation des statuts de la nouvelle association intercommunale du bassin versant Haute-Gruyère (ABVH)**

##### **Présentation du projet :**

Le Président donne la parole à Monsieur Lionel Pasquier, Conseiller communal en charge de l'eau qui présente ce sujet à l'aide des diapositives suivantes.



### Approbation des statuts de la nouvelle association intercommunale du bassin versant Haute-Gruyère (ABVH)

- Regroupement des associations de l'AICG (Association Intercommunale du Comté de Gruyère) et de l'AECE (Association pour l'Epuration des Eaux de Charmey et Environs) pour devenir **ABVH**
- AICG : Bas-Intyamon, Botterens, Broc, Bulle (secteur La Tour-de-Trême), Grandvillard, Gruyères, Haut-Intyamon et Le Pâquier
- AECE : Châtel-sur-Montsalvens, Crésuz, Jaun et Val de Charmey (Charmey + Cerniat)

57



## Ancien logo



ASSOCIATION INTERCOMMUNALE  
POUR L'ÉPURATION DES EAUX USÉES  
DU COMTÉ DE GRUYÈRE

## Nouveau logo



58



## Quelques précisions

- Chaque commune sera représentée par un membre au sein du comité de l'ABVH
- Chaque commune dispose d'une voix pour 1'500 habitants (Le Pâquier = 1 voix)
- Chaque commune désignera un délégué qui représentera sa voix.
- Les installations de la STEP de Broc doivent être renouvelées car celles-ci sont vieillissantes (>30 ans)
- Le nouveau plan directeur cantonal de gestion des eaux oblige regroupement des bassins versants
- La croissance démographique et industrielle oblige la STEP à effectuer dès que possible ces adaptations

59



- Les travaux de la nouvelle STEP vont durer jusqu'en 2028 environ
- Chaque association continue son exploitation durant la réalisation de travaux
- Dissolution de l'AICG et l'AECE dès la fin des travaux
- Le projet prévoit la reprise du personnel, des assurances, de l'informatique et de divers autres contrats (transport, élimination, entretien, etc...)

60



## Clés de répartition pour les frais d'investissement des installations

Communes	Clé de répartition des frais d'investissement Participation %
Bas-Intyamon	7.28 %
Botterens	2.26 %
Broc	15.49 %
Bulle (secteur La Tour-de-Trême)	22.72 %
Châtel-sur-Montsalvens	2.12 %
Crésuz	2.48 %
Grandvillard	3.49 %
Gruyères	11.74 %
Haut-Intyamon	9.22 %
Jaun	2.44 %
Le Pâquier	4.51 %
Val-de-Charmey	16.25 %
TOTAL	100.00 %

61



## Clé de répartition pour le raccordement et le démantèlement

Communes	Clé de répartition pour conduite de raccordement et démantèlement STEP de Charmey
Châtel	5.41 %
Crésuz	6.49 %
Jaun	17.85 %
Val-de-Charmey	70.25 %

*La clé de répartition pour les frais d'exploitation n'est pas encore connue. Puisque l'association passe de 8 à 12 communes ceux-ci devraient être moins élevés qu'aujourd'hui.*

62

Monsieur Lionel Pasquier complète cette présentation en indiquant les statistiques suivantes :  
Equivalents-habitants (EH) 2023 :

AICG : 30'000

AECE : 6'000

Equivalents-habitants (EH) prévus pour la construction de la nouvelle STEP :

AICG : 45'000

AECE : 13'000

Il y a donc env. 38% de réserve pour la nouvelle STEP, ce qui montre qu'il s'agit d'un projet qui tient compte de l'évolution à long terme.

Monsieur Lionel Pasquier précise qu'il a imprimé les nouveaux statuts et qu'ils sont à disposition de l'Assemblée. Il rapporte que Grandvillard et Jaun ont d'ores et déjà validé ces statuts.

### **Discussions :**

Le Président donne la parole aux citoyennes et citoyens en précisant que la Commune a eu l'obligation légale de créer des réserves financières pour financer ce développement de la STEP et qu'elles sont à disposition de ce projet.



**Vote :**

La parole n'étant pas demandée, le Président soumet cet objet au vote.

**Décision :** l'Assemblée communale approuve à l'unanimité les statuts de la nouvelle association intercommunale du bassin versant Haute-Gruyère (ABVH).

Le Président remercie l'Assemblée de sa confiance.

## **5. Approbation des nouveaux statuts de l'agglomération Mobul**

**Présentation du projet :**

Le Président donne la parole à Madame Erika Morand, Vice-Syndique et Conseillère communale en charge de Mobul. Cette dernière présente ce sujet à l'aide des diapositives suivantes :



## Approbation des nouveaux statuts de l'agglomération Mobul



- Mobul est une association de communes qui forment ensemble une agglomération
- Elle est composée des communes de Bulle, Morlon, Le Pâquier, Vuadens et Riaz
- Mobul constitue une communauté régionale de transports urbains
- Mobul établit un projet d'agglomération en référence à la loi fédérale sur le fond d'infrastructures et en assure son suivi
- Elle bénéficie ainsi de subventions fédérales et cantonales pour la réalisation des réseaux de mobilité – subventions redistribuées aux communes membres qui ont réalisés leur projet
- Les communes membres financent le fonctionnement administratif de Mobul

64





## Intégration de 4 nouvelles communes

- Broc
- Echarlens
- Gruyères
- Marsens

65



## Nouveau périmètre et projet d'agglomération de 5<sup>ème</sup> génération

### Extension du périmètre de l'agglomération

Avec l'intégration des nouvelles communes dans l'Association de communes Mobul et l'élaboration d'un PA5, les périmètres fédéraux, cantonaux et de projet d'agglomération sont désormais identiques, simplifiant ainsi le fonctionnement d'ensemble et la communication.



66



## Adaptation des statuts

- Documents sur le site internet
- Principales modifications en **rouge**
- Il s'agit d'intégrer la nouvelle loi sur la mobilité
- Ajustement des modalités de sortie de l'association

Statuts actuels	Statuts effectifs dès le 01.01.2024
<b>Art. 1, al. 2</b> Mobul constitue une Communauté régionale des transports au sens de la loi sur les transports du 20 septembre 1994 (LTr).	<b>Art. 1, al. 2</b> Mobul constitue une Communauté régionale des transports au sens de la loi sur la mobilité (LMob) du 05.11.2021 (entrée en vigueur le 01.01.2023).
<b>Art. 11</b> Il exerce toutes les attributions qui ne sont pas déléguées à un autre organe par la loi sur les communes, la législation sur les finances communales et la loi sur les transports ou par les statuts.	<b>Art. 11</b> Il exerce toutes les attributions qui ne sont pas déléguées à un autre organe par la loi sur les communes, la législation sur les finances communales et la loi sur la <b>mobilité</b> ou par les statuts.
<b>Art. 13, al. 1</b> La commission financière est composée de 3 membres.	<b>Art. 13, al. 1</b> La commission financière est composée de 3 <b>délégués</b> .
<b>Art. 23</b> <sup>1</sup> Les communes membres ne peuvent pas sortir de Mobul avant le 31 décembre de la dixième année qui suit sa constitution. Passé ce délai, elles peuvent le faire pour la fin d'une année moyennant un avertissement de douze mois. <sup>2</sup> Le membre sortant perd tout droit aux biens et avoirs de Mobul. Les modalités et conditions de sortie d'une commune sont fixées par l'assemblée des délégués.	<b>Art. 23</b> <sup>1</sup> Les communes membres <b>depuis la création de Mobul</b> ne peuvent <b>en</b> sortir <b>que</b> le 31 décembre de la dixième année qui suit sa constitution. Passé ce délai, elles peuvent le faire pour la fin d'une année moyennant un avertissement de douze mois. <sup>2</sup> Pour toute nouvelle commune admise par Mobul après sa constitution, le délai de sortie sera le 31 décembre de la dixième année qui suit son entrée dans l'association. Passé ce délai, elle peut le faire pour la fin d'une année, moyennant un avertissement de douze mois. <sup>3</sup> Le membre sortant perd tout droit aux biens et avoirs de Mobul. Les modalités et conditions de

67

### Discussions :

Le Président donne la parole aux citoyennes et citoyens.

### Vote :

La parole n'étant pas demandée, le Président soumet cet objet au vote.

**Décision :** l'Assemblée communale approuve à l'unanimité les nouveaux statuts de l'agglomération Mobul.

Le Président remercie l'Assemblée de sa confiance.

## 6. Approbation du nouveau règlement de l'Accueil extra-scolaire (AES)

### Présentation du projet :

Le Président donne la parole à Madame Karine Kilchoer, Conseillère communale en charge des écoles.

Madame Karine Kilchoer rapporte qu'à la suite de la fusion des cercles scolaires de Gruyères et du Pâquier, une collaboration étroite avec l'accueil extra-scolaire de Gruyères a été initiée, notamment pour l'accueil des enfants durant une partie des vacances scolaires estivales. Pour



cela, quelques modifications de notre règlement ont dû être faites. Cela a aussi été l'occasion de le mettre à jour selon les nouvelles recommandations du Service de l'enfance et de la Jeunesse (SEJ).

Le nouveau règlement a été travaillé en collaboration avec la commune de Gruyères qui le soumet également à ses citoyens ce soir en assemblée communale.

Afin d'épargner à l'Assemblée la lecture complète des 7 pages du règlement qui était disponible au bureau communal et sur le site internet de la commune, Madame Karine Kilchoer présente les principales modifications ci-après :

- Les possibilités d'accueil à l'ensemble des élèves du cercle scolaire de Gruyères - Le Pâquier ont été élargies ;
- Les responsabilités de la responsable de l'accueil et du Conseil communal pour la prise de décision concernant les inscriptions, les mesures de suspension et d'exclusion ont été clarifiées, ceci toujours selon les préconisations du SEJ ;
- La taxe d'inscription ainsi que les critères de priorisation des places d'accueil lors de forte fréquentation ont été précisés ;
- Une mention sur le respect des horaires et des pénalités possibles en cas de retard a été ajoutée ;
- La possibilité d'accueil à certaines plages des vacances scolaires a été élargie ;
- Des précisions concernant le calcul du revenu déterminant des parents pour le choix du barème, selon la Loi sur les structures d'accueil extrafamiliale de jour (LStE), ont été incluses ;
- La possibilité de facturer des frais de rappel à hauteur de CHF 20.-- au maximum en cas de retard de paiement a été ajoutée.

Madame Karine Kilchoer termine en précisant que, globalement, il ne s'agit pas d'une grande révolution, mais, comme le veut la loi, ces éléments doivent figurer dans le règlement de l'accueil extra-scolaire. Ce dernier a déjà été préavisé favorablement par le SEJ et doit être avalisé par l'Assemblée communale avant d'être signé par le Conseiller d'Etat en charge de la direction de la santé et des affaires sociales.

#### **Discussions :**

Le Président donne la parole aux citoyennes et citoyens.

#### **Vote :**

La parole n'étant pas demandée, le Président soumet cet objet au vote.

<b><u>Décision</u></b> : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité le nouveau règlement de l'Accueil extra-scolaire (AES).
---

Le Président remercie l'Assemblée de sa confiance.



## 7. Divers

Avant de répondre aux éventuelles questions de l'Assemblée, le Président désire transmettre quelques informations et remerciements :

*« Responsable de l'accueil extra-scolaire depuis de nombreuses années, Madame Yvette Barbey a donné sa démission pour la fin de cette année civile. Chère Yvette, nous te remercions pour toute la mise en place et la gestion de l'AES. Les sourires des enfants et les retours positifs des parents sont autant de signes de ton investissement sans faille durant toutes ces années. Nous te remercions et te souhaitons bon vent pour la suite.*

*Même si la Commune n'a aucune influence sur le commerce du village, le Conseil communal tient à remercier Madame Miriann Privet pour son investissement dans le magasin du centre, en aidant la Commune par la vente des sacs poubelle et, à l'occasion, des Flexicard. C'était un réel plaisir d'y venir, et pas seulement pour les produits laitiers médaillés !*

*Pour avoir brillamment réussi tous leurs tests, le Conseil communal tient à féliciter Madame Mariza Katarzyna Vitali qui obtenu sa naturalisation facilitée et Monsieur Thierry Lanchas qui a obtenu sa naturalisation. Toutes nos félicitations !*

*Concernant le parc du Chèrvi, les travaux avancent comme prévu malgré la météo capricieuse. Les surfaces sportives seront bientôt opérationnelles alors que la buvette devrait être prête dès l'arrivée des beaux jours.*

*Enfin, comme vous avez pu le constater aujourd'hui même dans un journal local, deux jeunes écrivains talentueux de la région ont récemment, par leurs recherches pointues, mis en valeur un pan de notre histoire villageoise ; à savoir notre hôtel de luxe à nous qui exploitait une source thermale sur l'un des merveilleux sites du Pâquier, Montbarry. Aiguillés par mon ancien collègue et ami Serge Rossier, le fruit de leur travail de recherche fait l'objet d'un livre que je vous suggère d'acquérir. »*

**Le Président donne ensuite la parole à l'Assemblée.**

**M. Raymond Fragnière** demande ce qu'il en est du projet de canalisations qui doit se faire à la rue des Mésanges.

**M. Lionel Pasquier** répond qu'il espère pouvoir démarrer ce projet en 2024.

**M. Dominique Chollet** rappelle qu'une opposition a été déposée contre ce projet et que cela peut donc durer des années. De plus, des canalisations sont déjà existantes et pourraient être réutilisées.

**Le Président** confirme ceci tout en rappelant que si l'intérêt public l'exige, un passage « en force » reste possible. Quant aux canalisations existantes, elles passent sous une dizaine de villas, ce qui représenterait des coûts disproportionnés de les refaire au lieu d'utiliser du terrain non construit aux alentours.



**M. Dominique Chollet** répond que, par contre, un dédommagement correct devrait être accordé au propriétaire du terrain.

**Le Président** informe que des normes de dédommagement sont fixées et qu'elles seront bien entendu respectées.

**M. André Duffey** demande si l'alimentation en eau sera assurée pour le PAD Chancheri.

**M. Lionel Pasquier** répond par l'affirmative. Par contre, sur le long terme et en fonction du développement de la Commune, il s'agira d'étudier de nouvelles solutions d'approvisionnement.

**M. Francis Thiébaud** rapporte que 80% de sa facture d'eau représente des frais fixes et seulement 20% des coûts sont liés à la consommation. Il trouve que cette situation n'incite pas à économiser l'eau !

**Le Président** répond que le Conseil communal est conscient de cette situation et qu'il va étudier tout prochainement un nouveau règlement sur l'eau qui tiendra mieux compte de la notion « pollueur-payeur ».

**Mme Antoinette Badoud** demande si le Conseil communal ne pourrait pas étudier une solution pour développer la fibre optique pour la Commune.

**Le Président** répond que le Conseil communal étudiera les possibilités.

**Mme Antoinette Badoud** demande dans quelle mesure la nappe phréatique polluée en 1983 et située sous l'entreprise JPF Constructions SA ne pourrait pas à nouveau servir à l'approvisionnement en eau de la Commune.

**M. Lionel Pasquier** répond que plusieurs sources d'approvisionnement sont à l'étude. Il pense qu'il faut bien analyser le rapport coûts/rapport sur investissement des différentes possibilités d'approvisionnement. Il faut bien entendu également s'assurer de la pérennité sur le long terme des solutions choisies.

**M. Cédric Fragnière** demande si Mme Anita Baechler travaille toujours pour la Commune au niveau de l'analyse des dossiers de construction.

**Le Président** répond par l'affirmative tout en précisant qu'elle est remplacée lorsqu'elle est elle-même mandatée comme architecte pour un projet. Il précise que le remplaçant est payé au même salaire, ce qui n'engendre pas de coûts supplémentaires. Par contre, la Commune veillera tout de même à ce que cette situation ne devienne pas trop fréquente.

**M. André Duffey** demande si Mobul prévoit de desservir Le Pâquier par des bus.

**Mme Erika Morand** répond par la négative, car la Commune est bien desservie par le train qui fait partie du trafic régional. Mobul ne gère que le trafic d'agglomération.

Etant donné que la Commune fait partie de Mobul, **M. Dominique Chollet** demande si les grandes entreprises implantées sur notre territoire seront également soumises au coefficient de places de parc de 0.3 comme c'est le cas dans la zone de Planchy de Bulle.



**Mme Erika Morand** répond que ce n'est actuellement pas le cas pour notre Commune. Elle précise que le but final de Mobul est d'inciter les gens à ne pas utiliser leur véhicule privé pour venir travailler. Une mutualisation des parking est également envisagée.

**M. Dominique Chollet** trouve qu'il ne serait pas normal que JPF Constructions SA ne fasse aucun effort dans le secteur de la mobilité alors qu'il oblige des habitants à densifier leur parcelle contre leur gré...

**M. Patrick Clément** demande au Conseil communal d'expliquer sa prise de position relative au projet de densification lié à la mise en zone d'une parcelle pour permettre l'extension de JPF Constructions SA. Ce projet a été mis à l'enquête et a fait l'objet de nombreuses oppositions.

**Le Président** répond que le Conseil communal s'est battu pour que la transposition de la densification dans le PAL ne soit pas obligatoire. Pour ce faire, il a défendu la demande des propriétaires concernés auprès du Canton, de l'ARG et de la Préfecture. Des séances ont été organisées avec toutes ces instances. Le résultat final est que la Commune n'a pas le choix. Le Canton n'accepte pas cette exception. Au vu de cette décision cantonale et malgré la possibilité existante de retirer la mise à l'enquête, le Conseil communal a donc décidé de poursuivre la procédure de mise à l'enquête, car le Canton lui aussi communiqué que de toute façon, à très court terme, la Commune n'aurait de toute manière pas d'autre choix que de densifier certains secteurs du village. Cette décision a été communiquée aux opposants et ceux-ci doivent maintenant décider s'ils maintiennent leur opposition ou non.

**M. Cédric Fragnière** demande des informations quant au projet de nouvelle gestion du parcage sur le territoire communal.

**M. Claude Pasquier** informe que ce projet a été mis à l'enquête. Etant donné qu'aucune opposition n'a été déposée, la signalisation va pouvoir être installée prochainement aux endroits prévus avec indication de la durée de stationnement autorisée. La surveillance du parcage sera faite par une société externe.

**M. Cédric Fragnière** rapporte qu'il a constaté un problème d'absentéisme du corps enseignant du Pâquier. Il demande si la Commune se préoccupe de ce problème.

**Le Président** répond que le Conseil communal n'a pas du tout été mis au courant de cette situation. Le Conseil communal prendra contact avec le directeur d'école.

**M. Luc Volery** demande si la mise sous protection des haies et des arbres isolés est prévue dans le budget 2024.

**Mme Erika Morand** répond par l'affirmative.

**M. Dominique Chollet** demande quelle est la situation du projet de construction de Villarblanchin.

**Le Président** répond que le vœu actuel du Conseil communal est de maîtriser la croissance démographique de la Commune. En l'état, aucun projet de constructions n'est donc prévu sur cette parcelle communale.



La parole n'étant plus demandée et avant de clore cette assemblée, le Président adresse des remerciements chaleureux à tout le personnel de l'Administration communale, des personnes compétentes et disponibles pour toute la population. Il remercie l'apprentie Adélaïde, les collaboratrices administratives Fanny, Mélanie Catherine et Stéphanie, l'administratrice des finances Janick et Jean-Claude, le Secrétaire général.

Il adresse de vifs remerciements aux employés de l'édilité, Yves, Markus, John et Sylvain qui se soucient sans cesse d'offrir des prestations de qualité à nos citoyens.

Il remercie chaleureusement tout le personnel de l'AES qui se dévoue pour le bien des enfants.

Il adresse enfin un chaleureux merci à ses collègues du Conseil communal qui travaillent tous dans un esprit très constructif pour le bien de la communauté. Il les remercie de leur engagement et de leur belle collaboration.

Il conclue en invitant l'Assemblée à partager un moment de convivialité autour d'un apéritif. Il adresse ses meilleurs vœux de bonheur et santé pour 2024 et remercie l'Assemblée pour sa participation active et son attention.

Le Président clôt l'assemblée, il est 22h45.

Le Pâquier, le 11 décembre 2023

**AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL**

**Le Syndic :**

Nicolas Gremaud



**Le Secrétaire général :**

Jean-Claude Duriaux